

d'action de vos administrations soient conformes aux engagements communautaires de l'Etat (traités, droit communautaire dérivé, jurisprudence de la Cour de justice de Luxembourg). En cas de doute, vous saisissez le S.G.C.I.

En outre, le bon fonctionnement du marché intérieur européen exigera de renforcer le contrôle du respect de la règle du jeu par les Etats membres ; ce rôle incombe aux autorités communautaires, et particulièrement à la commission. Aussi je vous demande de veiller à éviter de placer les autorités françaises en situation d'infraction et de prêter une attention particulière aux manquements que la commission pourrait constater. Vous suivrez aussi avec attention les contentieux dans lesquels les autorités françaises sont impliquées.

Vous veillerez à la transposition adéquate en droit interne des directives communautaires dans les délais imposés. Vous poursuivrez l'adaptation des procédures régissant les interventions financières de l'Etat aux exigences du droit communautaire.

2. J'ai souligné l'importance que chacun d'entre vous devait attacher à l'exigence de cohérence de l'action gouvernementale. Cette cohérence s'impose avec une rigueur particulière dans les relations des autorités nationales avec les institutions communautaires. L'unité des positions françaises est une condition de l'efficacité de notre action : tout ministre ou délégué français s'exprimant à Bruxelles engage le Gouvernement.

La position que les représentants français sont chargés d'exprimer au nom du Gouvernement est définie de manière interministérielle par le S.G.C.I., placé sous l'autorité du Premier ministre. Il appartient au secrétariat général, en cas de désaccord persistant entre deux membres du Gouvernement, de me saisir des difficultés rencontrées dans cette tâche. Je souhaite cependant n'avoir à intervenir que de façon exceptionnelle.

Toute instruction adressée à notre représentation permanente auprès des communautés doit être transmise par l'intermédiaire du S.G.C.I. Les correspondances écrites des autorités françaises destinées aux institutions communautaires, en particulier la commission, doivent être acheminées par notre représentation permanente sur instruction du S.G.C.I. Il incombe à ce dernier, saisi d'un projet de message émanant d'une administration, de s'assurer que celui-ci fait l'objet d'un accord interministériel avant sa transmission. Le S.G.C.I. devra en outre veiller à la diffusion auprès des administrations intéressées de toute demande d'information ou sollicitation émanant de la commission et de ses services.

3. Des règles précises ont été définies pour la composition de la délégation française dans les réunions communautaires, notamment le conseil des ministres ; elles ont été rappelées dans une circulaire du 2 juin 1986. Je vous invite à respecter ces prescriptions qui sont inspirées par un impératif de rigueur budgétaire et un souci d'efficacité.

La préparation des rencontres entre les membres du Gouvernement et les membres de la commission ou la présidence en exercice du conseil doivent faire l'objet d'une concertation adéquate, dans le cadre du S.G.C.I., sous l'égide du cabinet du Premier ministre.

En règle générale, il appartient aux membres de notre représentation permanente, sous l'autorité de l'ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des communautés, d'entretenir tous les contacts nécessaires avec les institutions communautaires et en particulier avec la commission. Les rencontres directes entre des membres de l'administration et les services de la commission doivent rester l'exception.

Le S.G.C.I. doit être informé de tout projet de rencontre de ce type. Il est chargé, le cas échéant, en provoquant les réunions appropriées, d'assurer la coordination de ces démarches et de vérifier l'accord des départements ministériels intéressés sur leur contenu.

J'ai demandé au S.G.C.I. de veiller au respect de ces règles, auquel ne doit pas faire obstacle le développement des rencontres « informelles » ou des contacts « officieux » entre les autorités françaises et leurs partenaires des autres Etats membres ou de la commission.

4. Une part croissante de notre action extérieure doit être articulée avec la politique européenne. En effet, les compétences des communautés s'étendent et de nombreuses occasions se présentent de renforcer les manifestations des communautés à l'égard des autres Etats.

Pour ce qui concerne les rapports entre la France et l'O.C.D.E., le S.G.C.I. est chargé du même rôle qu'à l'égard des communautés. Les relations avec le G.A.T.T., qui traite de questions qui sont pour l'essentiel de compétence communautaire, doivent évidemment tenir compte de la position des communautés. Il doit en être de même à l'égard de négociations, notamment l'élaboration de certaines conventions intergouvernementales, par exemple dans le cadre du Conseil de l'Europe, voire de certains accords bilatéraux, qui interfèrent avec des discussions en cours dans la Communauté ou concernent des sujets qui sont partiellement de compétence communautaire.

Dans tous ces domaines, le S.G.C.I. est chargé de veiller à ce que la position exprimée par la France soit cohérente et conforme à ses engagements communautaires.

5. Enfin, il va de soi que la France doit toujours être représentée par un membre du Gouvernement lors des sessions du conseil des ministres des communautés, et normalement, sauf cas de force

majeure, par le ministre compétent. J'attache une importance toute particulière à cette règle, inspirée à la fois par le souci d'attester l'engagement européen du Gouvernement et par la nécessité de donner à l'expression des positions françaises tout le poids politique que requièrent la défense de nos intérêts et l'illustration de nos vues.

MICHEL ROCARD

Circulaire du 13 octobre 1988 **relative au respect des décisions du juge administratif**

NOR : PAMGB800067C

Paris, le 13 octobre 1988.

Le Premier ministre
à Mesdames et Messieurs
les ministres et secrétaires d'Etat

Le respect des décisions de justice est une exigence fondamentale de la démocratie. Il fait partie intégrante du respect de l'Etat de droit, sur lequel ma circulaire du 25 mai 1988, relative à la méthode de travail du Gouvernement, attirait déjà votre attention.

Cette exigence s'impose avec une force particulière s'agissant de la justice administrative. Celle-ci connaît en effet des litiges opposant citoyens et collectivités publiques et se trouve ainsi amenée, le cas échéant, à censurer des irrégularités ou des abus de pouvoir auxquels l'opinion est légitimement sensible.

Le respect des décisions du juge administratif doit vous conduire, d'une part, à veiller à la pleine exécution des jugements, arrêts et décisions, d'autre part, à n'interjeter appel qu'à bon escient.

1. Exécution des décisions du juge administratif

Tout défaut d'exécution, tout retard mis à l'exécution, toute exécution incomplète ou incorrecte, par une collectivité publique, d'une décision de la justice administrative sont des offenses à l'Etat de droit. Minant l'autorité du juge, ils peuvent conduire les citoyens à désespérer de la justice. Tout retard d'exécution ne fait en outre qu'accroître les difficultés pratiques et la charge financière qui pèseront en fin de compte sur l'Etat. Je vous rappelle à cet égard que le taux d'intérêt légal est aujourd'hui supérieur au taux d'inflation. L'inexécution expose enfin l'Etat à voir prononcer à son encontre une astreinte, en application de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980.

Or, le Conseil d'Etat est de plus en plus souvent saisi de réclamations de requérants qui se plaignent de l'inexécution de décisions de justice rendues en leur faveur. Le nombre de ces réclamations a plus que doublé en six ans pour atteindre le chiffre de 660 affaires par an en 1987. Trois mois avant la fin de la présente année judiciaire, ce chiffre est d'ores et déjà dépassé.

Cette évolution alarmante doit être enrayerée. Les décisions juridictionnelles revêtues de l'autorité de la chose jugée sont exécutoires par elles-mêmes. L'administration est tenue de s'y soumettre et de prendre spontanément toutes les mesures d'exécution que ces décisions impliquent. Aucune collectivité publique ne saurait, par négligence ou lenteur, se soustraire à cette obligation.

Aussi ai-je chargé la section du rapport et des études du Conseil d'Etat de me proposer toute réforme législative, réglementaire ou administrative qui serait de nature à prévenir les difficultés d'exécution et, en tout état de cause, à accélérer le règlement des dossiers dont cette section est saisie à ce titre.

Mais, sans attendre les conclusions de cette étude, je vous demande de prendre toutes les mesures qui relèvent de votre compétence pour assurer la bonne exécution des décisions du juge administratif, en rappelant notamment aux administrations centrales et aux services extérieurs placés sous votre autorité le caractère impératif d'une exécution correcte et rapide de la chose jugée. Je vous prie également de veiller à ce que les autorités de contrôle interviennent auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour que les obligations qui leur incombent soient strictement respectées.

2. Appel des jugements et arrêts défavorables à l'Etat

L'attitude observée par certains départements ministériels face aux décisions rendues par les juridictions administratives de premier ressort en défaveur de l'Etat me conduit en outre à vous adresser les directives qui suivent.

L'équité, la sécurité juridique et l'encombrement des tribunaux doivent vous inciter à ne jamais interjeter appel à la légère. La décision de faire appel sera donc subordonnée à la réalisation simultanée de deux conditions : probabilité suffisante pour l'Etat d'être victorieux en appel ; réalité de l'atteinte portée par le jugement aux intérêts matériels et moraux de l'Etat.

En application de cette règle, vous vous abstenrez de faire appel lorsque, en l'état de la jurisprudence, celui-ci n'a que des chances minimes d'aboutir. Je vous demande donc de vous incliner devant la décision du juge de première instance lorsque la question soulevée a été tranchée, dans une autre affaire, par le juge de dernier ressort.

En sens inverse, l'appel est justifié, même si l'enjeu immédiat est limité, dès lors qu'il permet de trancher une question pratiquement ou juridiquement importante pour la bonne marche des services.

L'appel des jugements des tribunaux administratifs n'étant pas suspensif, la décision de faire appel ne peut vous dispenser d'assurer l'exécution diligente du jugement attaqué. Si l'exécution d'un jugement de tribunal administratif pose des problèmes particuliers et que la solution retenue par les premiers juges paraît, selon toute probabilité, devoir être infirmée en appel, il vous est toujours loisible d'assortir l'appel d'une demande de sursis à exécution.

Si vous décidez de faire appel d'un jugement condamnant l'Etat à verser une somme d'argent à un particulier, vous voudrez bien en informer ce dernier et lui rappeler qu'en cas de succès de l'appel, la somme qui lui a été allouée devra être restituée. Trop d'administrés, ayant obtenu, devant les premiers juges, la condamnation de l'Etat, à leur verser une somme d'argent en réparation d'un dommage, se trouvent, faute d'avoir été alertés en temps utile, dans l'impossibilité de restituer tout ou partie de cette somme en cas de succès de l'appel formé par l'Etat.

Les directives qui précèdent s'appliquent également, à compter du 1^{er} janvier 1989, aux pourvois en cassation formés par l'Etat contre les arrêts rendus par les cours administratives d'appel créées par la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987.

MICHEL ROCARD

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 88-977 du 11 octobre 1988 relatif au contrôle médical des inaptitudes à la pratique de l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement

NOR : MENL8801102D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 191, L. 193 et L. 194 ;

Vu la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation ;

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - Les élèves des établissements d'enseignement du premier et du second degré publics et des établissements d'enseignement du premier et du second degré privés sous contrat qui invoquent une inaptitude physique doivent en justifier par un certificat médical indiquant le caractère total ou partiel de l'inaptitude. En cas d'inaptitude partielle, ce certificat peut comporter, dans le respect du secret médical, des indications utiles pour adapter la pratique de l'éducation physique et sportive aux possibilités individuelles des élèves.

Le certificat médical précise également sa durée de validité, qui ne peut excéder l'année scolaire en cours.

Art. 2. - Les médecins de santé scolaire peuvent, à l'occasion des examens prévus aux articles 191 et 194 du code de la santé publique, délivrer des certificats constatant une inaptitude physique totale ou partielle à la pratique de l'éducation physique et sportive.

Ils sont destinataires des certificats médicaux délivrés en dehors de ces examens, lorsqu'une inaptitude d'une durée supérieure à trois mois a été constatée.

Art. 3. - L'article 1^{er} et le titre I^{er} du décret n° 77-554 du 27 mai 1977 relatif au contrôle médical des activités physiques et sportives sont abrogés.

Art. 4. - Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 octobre 1988.

MICHEL ROCARD

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat,
ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,*
LIONEL JOSPIN

*Le ministre de la solidarité, de la santé
et de la protection sociale,
porte-parole du Gouvernement,*
CLAUDE ÉVIN

Arrêté du 11 août 1988 relatif au budget de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente

NOR : MENF8801871A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, en date du 11 août 1988, le budget de l'Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente, pour l'exercice 1988, est majoré en recettes et en dépenses d'une somme nette de 1 380 000 F (décision modificative n° 1).

Arrêté du 21 septembre 1988 portant modification de l'arrêté du 25 juillet 1983 fixant la liste et la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels des bibliothèques

NOR : MENU8801408A

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et le ministre de la fonction publique et des réformes administratives,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982, modifié par les décrets n° 84-955 du 25 octobre 1984 et n° 86-246 du 20 février 1986, relatif aux commissions administratives paritaires, et notamment l'article 6 ;

Vu le décret n° 88-646 du 6 mai 1988 portant statut particulier du personnel de magasinage spécialisé des bibliothèques ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1983 modifié fixant la liste et la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels des bibliothèques,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du 25 juillet 1983 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 1^{er}. - Les commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels des bibliothèques sont les suivantes :

- « N° 1 : Personnel scientifique des bibliothèques ;
- « N° 2 : Personnel technique des bibliothèques ;
- « N° 3 : Inspecteurs de magasinage ;
- « N° 4 : Magasiniers en chef ;
- « N° 5 : Magasiniers spécialisés ;
- « N° 6 : Restaurateurs spécialistes des bibliothèques ;
- « N° 7 : Personnel ouvrier et de maîtrise des bibliothèques ;
- « N° 8 : Conducteurs d'automobile.

« Art. 2. - La composition de ces commissions est fixée ainsi qu'il suit :